



Cinquième Réunion Mondiale du Dialogue International sur la Consolidation de la Paix et le Renforcement de l'État
"Aborder la Fragilité et la Consolidation de la paix dans un monde en mutation"

Points clés du CSPPS

Panel 1: La prévention des conflits et le soutien à la résilience: le rôle du Dialogue International dans la lutte contre les causes profondes des conflits.

- En tant que société civile mondiale regroupant des membres de toute une série de pays touchés par un conflit, nous sommes bien placés pour identifier les causes profondes communes de conflit: elles vont des facteurs tels que la mauvaise gouvernance, les régimes corrompus et répressifs, la marginalisation de certains groupes sociaux, l'accès inéquitable aux ressources naturelles, et l'intolérance entre groupes religieux.
- Les causes profondes de conflit et de fragilité sont complexes et difficiles à définir, et sont **presque toujours différentes selon le contexte**. Un conflit violent se produit quand un certain nombre de causes profondes entrent en collision avec d'autres facteurs accélérateurs, qui souvent sont spécifiques à un pays ou à une société.
- Dans le Dialogue International, nous devrions nous concentrer sur le **développement à long terme et les approches de transformation pour traiter les causes profondes de manière qu'elles soient sensibles et pertinentes à des contextes particuliers**. Je voudrais souligner six points que nous devons considérer.
- Le premier est que, tout en étant utile pour l'encadrement et afin de veiller à ce que les questions difficiles ne soient pas ignorées, nous ne devrions **pas uniquement compter sur les PSGs** pour guider l'action afin de traiter les causes profondes. Les PSGs sont importants, mais ils ne sont qu'une partie de l'image. Nous devons continuer à utiliser les PSGs, mais il faut éviter le piège des hypothèses généralisées sur les conducteurs communs de conflit. Cela ne mène qu'à des approches prédéfinies qui sont incohérentes face aux différents contextes et conflits.
- Deuxièmement, le Dialogue International doit mieux reconnaître **le rôle central que représentent les évaluations de fragilité**. Elles sont essentielles pour identifier les causes spécifiques au contexte qui doivent être prioritaires pour l'action. Malgré cela, les évaluations de fragilité n'ont pas toujours été utilisées. La Somalie par exemple, n'a jamais mené une évaluation jusqu'à la fin. Quelques évaluations de la fragilité n'ont pas toujours été aussi claires et révélatrices qu'elles devraient l'être - et, ce qui est plus important encore, elles ne sont pas toujours suivies. Enfin, nous n'avons toujours pas utilisé efficacement les évaluations de fragilité pour identifier les facteurs de résilience afin de comprendre et soutenir les forces et les capacités endogènes qui peuvent conduire vers la paix.

- Nous devons nous assurer que tous les pays suivent des évaluations de la fragilité qui puissent capturer les conducteurs de conflit et de résilience. Nous avons encore beaucoup de travail à faire pour que les compacts et d'autres mécanismes de coordination répondent effectivement aux questions prioritaires mis en évidence dans les évaluations de fragilité. Par exemple, la réconciliation et le renforcement de la confiance comme des éléments clés à adresser.
- Troisièmement, basé sur l'expérience, nous savons que les gouvernements ne seront pas en mesure de lutter contre les facteurs menant aux conflits et spécifiques au contexte si **les systèmes politiques qui les guident ne sont pas responsables, y compris, réactifs et indépendants de toute ingérence extérieure**. Lorsque les systèmes politiques ne représentent que les intérêts de certains, les facteurs qui poussent les autres à utiliser la violence ne seront jamais adressés. Lorsque les systèmes politiques restent insensibles et irresponsable, les Etats ne parviennent pas à suivre ou identifier les conducteurs émergents de conflit. Plus largement, quand un règlement politique n'est pas assez inclusif, les efforts visant à renforcer et à construire l'Etat peuvent aggraver les choses en diminuant les motivations pour lutter contre ce qui sont souvent des questions difficiles.
- Le Dialogue a besoin de réfléchir sur la façon dont il peut tirer parti de la puissance de son adhésion à l'appui des systèmes politiques inclusifs, responsables, adaptés et indépendants. Plus profondément, le Dialogue devrait se demander s'il y a des situations politiques où les processus du New Deal et pour le renforcement de l'état ne risqueraient pas de mener à un nouveau conflit. Néanmoins, nous devons continuer à reconnaître que la paix ne sera pas durable où l'État n'a pas la capacité de traiter les facteurs profonds des conflits ; nous devons mieux comprendre les contraintes de capacité auxquelles les gouvernements sont confrontés.
- Quatrièmement, traiter les causes profondes requiert de la création de processus du New Deal qui soient suffisamment **inclusifs pour capturer les besoins et les intérêts des personnes au sein de la société**. Lorsque ceux qui sont impliqués dans les processus de développement pour définir les priorités pour la consolidation de la paix sont les élites dirigeantes, les priorités qu'ils choisissent seront insuffisantes, et quelques sections de la société se sentiront marginalisés ou injustement traités, et les conflits seront à la clé. La société civile peut jouer un rôle crucial pour relier l'état et la société, ainsi que d'autres personnages comme les parlementaires. Cependant, la réalité est qu'ils ne représentent pas toujours toutes les voix de la société.
- À l'avenir, nous devons engager la société d'une façon beaucoup plus significative. Faire des évaluations de fragilité aussi inclusives et consultatives que possible est une étape, mais nous avons besoin d'aller au-delà. L'inclusion des femmes sera particulièrement critique. Il a été démontré que quand les femmes ont l'espace pour faire entendre leurs voix, il sera plus probable que les processus aborderont un plus large éventail de questions et seront mieux conçus et ciblés pour répondre aux besoins de tous les membres de la société.
- Cinquièmement, dans le monde globalisé d'aujourd'hui, nous devons reconnaître que les **causes de conflit sont de plus en plus transnationales** et vont au-delà du contrôle d'un Etat ou d'une société individuelle. Les flux financiers illicites, les flux d'armes irresponsables, les politiques de sécurité nationale, les groupes extrémistes, le

changement climatique, la gouvernance mondiale, et les intérêts commerciaux sont des facteurs globaux qui interagissent avec les vulnérabilités intérieures et spécifiques au contexte du conflit.

- Nous ne pouvons plus fermer les yeux sur ces questions et nous ne pouvons plus être sélectif sur ceux dont nous parlons. À l'avenir, le Dialogue International a besoin de réfléchir sur la façon dont cela fonctionne collectivement pour répondre à ces facteurs et la façon dont **chaque membre** assume la responsabilité appropriée et des mesures adéquates. Les doigts doivent être pointés dans toutes les directions.
- Enfin, nous devons également être en mesure de détecter et de répondre aux crises beaucoup plus tôt si l'on veut éviter des chocs graves qui peuvent parfois escamoter complètement les progrès laborieux et à long terme réalisés dans le traitement des causes de conflit. Nous devons innover si nous voulons obtenir ce droit. À l'avenir, un mécanisme de coordination d'alerte précoce pourrait saisir les tendances de conflit quotidiennes dans les pays membres aux fins de partage de l'information et garantir ainsi une réponse rapide sous forme de dialogues stratégiques sous la coordination d'autres acteurs internationaux. Là encore, l'IDPS devra tirer de la volonté politique collective de ses membres à faire en sorte que nous ne nous limitons pas simplement à regarder alors que des situations se détériorent, mais que nous agissons avec rapidité et urgence.

Deuxième Panel: Mise en œuvre de l'Agenda 2030 en utilisant les principes du New Deal

1) Origines

- L' IDPS a investi du temps et des ressources importantes pour veiller à ce que les questions de paix, justice et gouvernance soient incluses dans le nouveau programme de développement mondial. Ayant atteint cet objectif, il est maintenant impératif que nous disposions d'une vision claire de la façon dont le New Deal et l'Agenda 2030 s'alignent et interagissent, en particulier au niveau des pays - où nous sommes concentrés pour atteindre l'implémentation du New Deal. Avec l'avancé des ODD, il est essentiel que nous les harmonisions avec le New Deal pour garantir que les États fragiles et touchés par un conflit bénéficient de la pleine puissance des deux cadres.

2) Similitudes et différences

- Il existe de nombreuses similitudes entre le New Deal et de l'Agenda 2030. Les deux sont explicites par rapport au fait qu'il ne peut y avoir de développement sans paix, et tous deux mettent l'accent sur les questions liées à la justice, les politiques légitimes et inclusives, les institutions, la violence, les services, les revenus et la croissance économique. Les deux se concentrent sur des objectifs à être suivis avec des indicateurs.
- Ils ne sont pas cependant des substitues. Des différences importantes existent:
 - a. Le New Deal est axé sur des contextes particuliers des États fragiles et touchés par un conflit et ciblé sur des objectifs nationaux; l'Agenda 2030 est universelle et axée sur des objectifs mondiaux.
 - b. La paix est le thème dominant du New Deal, mais elle est seulement l'une des 17 questions à l'ordre du jour de l'agenda 2030, où elle risque d'être évincée.

- c. L'Agenda 2030 met largement l'accent sur les résultats; le New Deal comprend une forte concentration sur les processus et les résultats.
 - d. L'Agenda 2030 a un fort accent sur les gens et la société, le New Deal met davantage l'accent sur les institutions et le renforcement de l'État.
 - e. Les causes au niveau mondial des conflits et d'autres formes de financement sont couvertes par l'Agenda 2030; le New Deal est axée sur les facteurs nationaux et se focalise sur le changement de la façon dont l'aide internationale est livrée.
- Au cœur du New Deal se trouve un engagement au dialogue politique avec la société civile et les partenaires internationaux, ainsi qu'un ensemble de processus visant à assurer des approches sensibles au contextes pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État - qui devraient informer à la fois la stratégie nationale et la prestation à l'aide. Le New Deal a développé son orientation avec une référence spécifique aux pays touchés par les conflits et la fragilité, suite à la reconnaissance que les objectifs de développement du millénaire ne reflétaient pas leurs besoins et priorités, et qu'ils ne voulaient pas être jugé par des mesures externes et modelés.

3) L'alignement à plusieurs niveaux

- Mettant les différences de côté, les deux cadres se rapportent clairement et, dans certains cas, se chevauchent l'un à l'autre. Le risque imminent pour les membres de l'IDPS est que les gouvernements, les donateurs et la société civile se fragmentent, dès lors que certains travailleront sur les ODD, tandis que d'autres se concentreront plutôt sur les PSGs. La coordination du développement peut devenir moins cohérente, les rapports et le suivi deviendraient deux fois plus lourds. Les possibilités d'alignement, cependant, l'emportent largement sur les risques, et nous devons identifier clairement où et comment le New Deal et les ODD peuvent se soutenir mutuellement.
- Le New Deal et l'IDPS sont deux initiatives qui aideront à appuyer la prestation des ODD dans les Etats touchés par des conflits et fragiles. Pour commencer, l'Agenda 2030 est très clair que la mise en œuvre au niveau national devra être sensible au contexte: les pays décideront comment intégrer l'Agenda 2030 dans les processus nationaux de planification afin de travailler avec les ODD. Le cas échéant, cela signifie que les processus du New Deal au niveau national devraient être utilisés comme moyen d'action en vue d'atteindre le nouveau cadre de développement. En outre, l'Agenda 2030 est également très claire sur les partenariats mondiaux multi-parties au-delà de des Nations Unies comme étant la clé pour la mise en œuvre. L'IDPS pourrait être considéré comme l'un de ces partenariats multiparti.
- L'alignement doit être atteint au niveau des objectifs: Par exemple, les trois premiers PSGs (la politique, la justice et la sécurité) pourraient être liés à l'Objectif 16, le quatrième (l'économie) à l'objectif 8, et le cinquième (services) à l'objectif 17. Les progrès vers la mise en œuvre des PSGs pourrait donc être synonyme de progrès vers les ODD. Nous reconnaissons aussi qu'il ne peut y avoir une relation one-to-one entre les PSGs et les ODD.
- L'alignement devrait également se produire au niveau des cibles: Les cinq PSGs pourraient être utilisés pour encadrer et hiérarchiser les objectifs des ODD pour lesquels

les gouvernements du g7+ et les donateurs travailleront dans un contexte spécifique. Un nombre acceptable de cibles pourrait être choisi parmi les ODD et regroupé sous chaque PSG - cela devrait être fait par le biais d'un processus inclusif et consultatif. En outre, les sous-dimensions prioritaires identifiées dans les évaluations de fragilités et les compacts des pays du g7+ peuvent aussi être alignés avec les objectifs spécifiquement avec chaque ODD. Le problème est que les objectifs peuvent être trop générique et être lié à un certain nombre de sous-priorités.

- L'alignement à travers les indicateurs: Les ODD proposent des indicateurs mondiaux, régionaux, nationaux et thématiques. Parmi les 34 indicateurs communs des PSG, 21 sont directement capturés dans l'indicateur global des ODD, sept sont faiblement corrélées et six ne sont pas capturés du tout. Le suivi des deux cadres pourrait donc être en grande partie réalisé en utilisant le même nombre d'indicateurs. Les six indicateurs supplémentaires qui ne figurent pas dans les indicateurs mondiaux des ODD pourraient être unis comme un ensemble «thématique» d'indicateurs de conflit et de fragilité qui complètent l'ensemble global. Des indicateurs du New Deal spécifiques à chaque pays pourraient être utilisés comme indicateurs nationaux pour les ODD.
- L'alignement semble être un processus technique. Cependant, la prise de décisions sur les priorités et le séquençage, tout en veillant à l'ensemble du gouvernement et de la société entière en est un processus politique. Nous devons faire en sorte que l'Agenda 2030 et le ND se connectent et facilitent la conversation entre les dirigeants et le public sur la façon d'aller de l'avant dans les pays touchés par les conflits et la fragilité.

4) Comment les deux cadres peuvent se renforcer mutuellement, et comment les mettre en œuvre

- Le New Deal peut aider les pays à travailler vers l'atteinte des ODD à travers les processus et les mécanismes qu'il utilise. De nouveaux principes et instruments devraient être utilisés pour façonner politiquement les processus des pays, en particulier:
 - a. **Assurer la sensibilité aux conflits et une stratégie claire pour atteindre les résultats de la paix et du développement:** Prendre des décisions sur les priorités des ODD et assurer que leur mise en œuvre soit informée par des évaluations de fragilité; ce qui confirme l'engagement à veiller à ce que les cadres de développement nationaux (et la mise en œuvre des ODD) abordent les facteurs de conflit et de fragilité. À cette fin, les **principes FOCUS** devraient continuer à être utilisés et renforcés comme un moyen puissant pour l'établissement des priorités. Concrètement, cela signifie soutenir la prise de décision politique et stratégique autour du séquençage. Cette analyse doit être perfusée dans les plans nationaux de développement; nous soupçonnons que les ODD sont déjà inclus dans ces cadres sans prêter attention à cette analyse.
 - b. Les mécanismes de dialogue créés autour du New Deal devraient continuer à être mis à profit pour discuter des progrès vers l'atteinte des ODD. Le leadership des pays, lorsque véritablement inclusif aux personnes et à la société et non pas seulement aux élites dirigeantes et leurs partisans, devrait continuer à façonner les priorités des donateurs. Les **principes TRUST** devraient continuer à être utilisés par les donateurs et les bénéficiaires pour guider la consolidation de la paix et le développement dans les pays touchés par les conflits et la fragilité. L'alignement des

ODD et des PSGs fournira une plate-forme pour les donateurs à s'engager et potentiellement adopter aussi ces principes.

- c. Que le New Deal soit déjà passé par un processus d'établissement des indicateurs signifie que les pays du g7 + sont **potentiellement plus préparés que d'autres à suivre** les questions liées à la paix, la gouvernance et la justice.
 - d. L'IDPS et le processus du New Deal sont des **forums pour discuter des progrès** en vue d'atteindre les ODD dans les pays fragiles, mais aussi les progrès réalisés par le monde à respecter l'engagement à promouvoir la paix comme l'une des cinq priorités transversales dans l'Agenda 2030.
- En même temps, le lancement de l'Agenda 2030 est l'occasion de renforcer le New Deal. Plus précisément:
 - a. L'Agenda 2030 peut être utilisé pour approfondir et élargir le soutien pour le New Deal, par exemple, à travers un plus grand nombre d'acteurs officiels à se joindre au dialogue.
 - b. L'ensemble de mécanismes de coopération pour le financement et le développement de l'Agenda 2030, ainsi que les questions transnationales, aideront l'IDPS à aller au-delà de l'aide.
 - c. La forte concentration de l'Agenda 2030 sur les personnes et la société devrait nous permettre de voir les limites de ce qui a parfois été un processus trop centré sur les institutions.
 - d. L'accent sur les partenariats multipartites de l'Agenda 2030 est l'occasion pour la société civile et d'autres acteurs d'avoir plus de pouvoir autour de la table du New Deal.
 - e. Le fait que l'Agenda 2030 est fortement axée sur les résultats et la primauté du contexte national fournit une occasion de reconfirmer qu'une approche prédéfinie face aux conflits, la fragilité et le développement n'est pas idéale.
 - f. L'accent mis sur le suivi et les indicateurs dans l'Agenda 2030 pourrait fournir un soutien supplémentaire aux efforts visant à renforcer les capacités de collecte de données, à la fois au sein des Etats et dans les sociétés.

5) Mener l'IDPS au niveau mondial

- Enfin, étant donné que l'Agenda 2030 a été convenu par l'ONU offre la possibilité d'engager un ensemble plus large d'acteurs internationaux sur l'expérience du New Deal et des pays du g7 + dans la promotion de sociétés pacifiques, justes et inclusives. L'IDPS a des leçons à partager et il devrait chercher activement à participer aux processus des ODD des Nations Unies ainsi qu'avec d'autres partenariats multipartites, tels que The Effective Institutions Platform, the Open Government Partnership et le Groupe de Praia sur les statistiques en matière de gouvernance.
- À la fin du mois de Juin, deux pays du g7 + (le Sierra Leone et le Togo) prendront part au suivi du premier examen qui se tiendra au Forum Politique de Haut Niveau des ODD à

New York. Ce sera l'occasion de démontrer les progrès accomplis dans le processus du New Deal dans les pays G7+ et de démontrer l'alignement entre les deux cadres.

- L'IDPS a travaillé dur pour faire en sorte que les questions qui comptent pour nous soient incluses dans les ODD. Les membres de l'IDPS devront continuer à travailler les uns avec les autres afin de veiller à ce que leurs intérêts soient considérés comme à l'ONU et que les questions de paix restent au sommet de l'agenda de développement de la communauté internationale.

Session finale: L'avenir de l'IDPS

Réaffirmer l'engagement à l'accord tripartite

Le caractère unique du Dialogue International comme étant une interface qui réunit sur un même pied d'égalité des pays en développement, les donateurs et la société civile doit être l'un des principaux points à mettre en avant. Le partenariat constitue une plate-forme unique pour aborder collectivement les défis liés à la fragilité et aux conflits. En toute circonstance, il est d'une importance stratégique pour créer une compréhension commune des facteurs de conflit et d'instabilité, ainsi que pour identifier les voies menant vers la résilience. Une attention spécifique doit être portée au rôle des femmes dans les efforts visant à mettre fin à la violence et à construire la paix. En plus de cela, nous voulons aussi soutenir la mise en œuvre de UNSCR2250 et intégrer à bord les jeunes en tant qu'agents de changement et participants aux voies menant vers la résilience.

Dans le contexte du monde d'aujourd'hui, les nouveaux objectifs et les principes à traiter constituent une base unique sur laquelle une action coordonnée et concertée peut être discutée et convenue. La société civile est d'accord sur le renouvellement du mandat proposé et nous sommes d'accord pour conférer la responsabilité au groupe de pilotage de l'IDPS pour travailler sur les détails nécessaires autour des résultats et du plan de travail qui devront, entre autres, aborder les questions de gouvernance qui doivent être solidifiées pour soutenir les trois circonscriptions clés à travailler ensemble dans le dialogue.

À l'avenir nous nous engageons à travailler ensemble pour veiller à ce que les causes profondes des conflits soient identifiées et traitées efficacement; nous nous engageons à travailler ensemble pour maintenir des relations constructives entre la société et l'État qui peuvent aider à définir les voies pour la stabilité et la résilience; et nous travaillerons ensemble pour planifier les changements sociaux positifs et transformateurs qui feront en sorte que la confiance et l'équité soit ancrés et qui assurera aussi que personne ne soit laissé derrière.